

Le Vert Nicolas Walder tentera de conserver le siège écologiste au Conseil d'Etat.
Au premier tour, il aura le vétéran Rémy Pagani comme concurrent

Un scrutin décisif pour la gauche



CÉLINE GARCIN

Elections ► Il y a un peu d'appréhension au sein de la gauche genevoise. Le 28 septembre, les électrices et électeurs du canton choisiront la personne qui succédera à Antonio Hodgers au Conseil d'Etat. Vingt-huit ans après le siège conquis par Robert Cramer en 1997, les écologistes pourraient perdre leur unique représentant au sein de l'exécutif genevois.

Les enjeux sont de taille pour l'Alternative. En cas de victoire d'un candidat de la droite ou du centre, elle ne se retrouverait plus qu'avec deux élus sur sept, ultra-minoritaire au sein du Conseil d'Etat - une configuration qu'elle a connue longtemps avant l'avènement d'un siège vert. «Si nous perdons ce siège, il y a un vrai risque d'assister à un recul de la justice sociale et environnementale et de plonger dans l'inaction climatique», prévient Lisa Mazzone, présidente des Vert·es suisses.

La Versoisienne souligne que le Département du territoire, aujourd'hui dirigé par Antonio Hodgers, comporte de «vrais enjeux environnementaux». Elle cite l'aménagement territorial, mais aussi la politique énergétique du canton. A-t-elle des craintes pour le scrutin à venir? «Nous sommes dans une élection partielle, il n'y a qu'un seul siège à repourvoir et Genève est un canton de droite, analyse la politicienne. Arithmétiquement, cela va être difficile, il faut que la gauche entière se mobilise.»

Tous les espoirs se portent sur la candidature de Nicolas Walder. Le natif du Petit-Saconnex a rejoint les Vert·es en 2001 au retour d'une série de missions humanitaires avec le CICR. «Ces expériences m'ont



Rémy Pagani (Union populaire, à gauche) et Nicolas Walder (Les Vert·es, à droite) représenteront la gauche au premier tour. JPD

fait prendre conscience de la nécessité d'un état social fort pour défendre les plus faibles», confie ce diplômé de l'Ecole hôtelière de Lausanne qui avait, plus tôt dans sa vie, caressé l'idée d'une carrière dans ce secteur.

C'est la «fraîcheur» des écologistes du début des années 2000 qui attire le jeune homme. «Il y avait moins de dogmes que dans les autres partis de gauche et ils parlaient déjà de la finitude des ressources», détaille-t-il.

Du Municipal au National

Son premier mandat politique date de 2007 comme conseiller municipal à Carouge. L'élu y prend goût. Quatre ans plus tard, il rejoint l'exécutif communal où il siège neuf ans. En 2019, âgé de 53 ans, le Vert décide de sauter un échelon politique et de se présenter au Conseil national. Il gagne et est reconduit en 2023.

Dans la capitale, le Carougeois s'engage à défendre la Genève internationale et les accords bilatéraux. Il se dit inquiet des attaques contre le multilatéralisme. Si les enjeux du moment l'interpellent, Genève lui manque. Le travail au sein d'un exécutif aussi. «J'aime gérer une équipe», confie ce cadet d'une fratrie de trois.

A l'annonce de la démission d'Antonio Hodgers, il fait part de son intérêt pour la fonction. Les socialistes, qui comptent déjà deux représentant·es au Conseil d'Etat, se rallient rapidement à sa candidature. «Les Genevois élisent à droite mais votent à gauche, c'est important de maintenir l'équilibre gauche-droite à l'exécutif», insiste Thomas Wengler, président de la section genevoise du parti à la rose.

Décrivé comme «affable», «facile d'accès» et «pragmatique», Nicolas Walder n'en est pas moins un homme de fortes

convictions. «Il a la capacité de rassembler les gens autour de ses idées et de ses valeurs», observe la socialiste Stéphanie Lammar qui l'a côtoyé neuf ans au Conseil administratif de Carouge. Alliée fidèle, elle a rejoint aujourd'hui son comité de soutien.

Si l'avocate observe avec tendresse une légère «impatience» ou une ponctualité relative chez son ex-collègue – «il a peut-être changé depuis qu'il est à Berne», sourit-elle – elle ne tarit pas d'éloges sur ses qualités au sein d'un collège. «C'est très agréable de travailler avec lui car il a la volonté d'avancer ensemble», souligne-t-elle. Et quand il y a des tensions, il peut sortir une blague pour détendre l'atmosphère, c'est précieux.»

S'il est élu, ce double diplômé de sociologie n'arriverait pas en terrain complètement inconnu. A l'exécutif, il retrouverait notamment la libérale-radicale

Anne Hiltbold, avec laquelle il a également siégé à la mairie de Carouge. «Je m'entends très bien avec Anne, même si nous n'avons pas toujours les mêmes idées politiques.»

La croissance questionnée

Sur l'échiquier écologiste, le vice-président des Vert·es suisses se situe plus à gauche que son camarade démissionnaire. Il questionne davantage la croissance économique du canton qu'il juge «pas durable», sans adopter une posture dogmatique pour autant. Son mot d'ordre de campagne? La cohérence. «Aujourd'hui, on ne peut plus continuer à attirer des multinationales et bloquer la construction de logements, illustre ce fervent défenseur du Zéro déchet. Les choix politiques ont des conséquences dans tous les domaines et on doit y répondre de manière collégiale.»

L'écologiste plaide pour une meilleure répartition du développement urbain. «Vernier et Meyrin ne sont pas les seules communes à devoir subir des densifications massives, estime-t-il. Hermance, Cologny et Vandoeuvres doivent aussi faire leur part.»

Pour améliorer la qualité de vie dans certains quartiers, le candidat se dit prêt à défendre une diminution de leur densité. Il souhaite également simplifier des procédures administratives et transférer certaines compétences aux communes. Un exemple? L'octroi de certaines autorisations dont l'impact est très local, comme l'abattage d'un sapin ou le déplacement d'un passage piéton sur une artère du réseau de quartier, ne nécessite pas, selon lui, l'aval du canton. «Je ne prendrai pas de décision unilatérale», s'engage de manière générale l'ancien magistrat face à la presse.

Ses soutiens comme ses adversaires politiques louent ses capacités d'écoute et de remise en question. «C'est quelqu'un d'intelligent avec lequel nous pouvons discuter», partage le centriste et ancien conseiller municipal carougeois Stéphane Barthassat. Il souligne sa grande expérience, dans la cité sarde comme avec le CICR. «S'il va dans le mur, il sait revenir en arrière», valorise-t-il. La conseillère nationale libérale-radicale Simone de Montmollin confirme que l'élu «sait entendre des avis divergents». A une nuance près: il peut être «ouvert sur la forme» mais «idéologique sur le fond».

Son absence d'expérience politique à l'échelon cantonal peut-elle constituer un handicap? «Je connais bien le fonctionnement des parlements et je suis les dossiers cantonaux depuis longtemps en tant que magistrat carougeois, président du parti des Vert·es genevois et député national», assure le candidat. Et d'ajouter: «A Carouge, j'ai dû négocier durant une législature avec un Conseil municipal à majorité de droite. Je sais ce que c'est de devoir dialoguer pour faire passer des projets.»

Rémy Pagani, l'infatigable candidat de l'extrême gauche

Crinière blanche et teint hâlé à l'an-née, Rémy Pagani semble défier le temps. A 71 ans, l'infatigable politicien d'extrême gauche n'a rien perdu de la fougue de l'ancien syndicaliste qu'il a été. En juin, il a annoncé qu'il se présentait à l'élection partielle du Conseil d'Etat le 28 septembre.

Alors que les autres candidat·es sil- lonnent le canton pour convaincre les indécis·es, l'ancien maire de Genève vogue entre Catane et le territoire palestinien à bord de la flotte humanitaire pour Gaza. «Cette action fait partie intégrante de ma campagne, affirme-t-il au téléphone, quelques jours avant le départ, citant les nom-bréuses missions humanitaires réalisées au cours de sa vie politique. Plus de 3000 personnes ont été licenciées ces derniers mois dans la Genève internationale. Ce n'est pas un hasard, la Suisse ne soutient plus le multilatéralisme. Si je suis élu, je veux redon-

ner à Genève sa place de plateforme humanitaire.»

Après treize ans à l'exécutif de la Ville de Genève et plusieurs mandats de député, Rémy Pagani siège depuis le 1^{er} juin au Conseil municipal de la Ville sous la bannière Ensemble à gauche et Union populaire. Surprenant pour un ancien magistrat? «D'autres l'ont fait avant moi, et je connais tous les dossiers, je veux beaucoup aider», répond-il.

Si les différentes formations de l'extrême gauche se sont mises d'accord pour présenter une liste commune le printemps dernier, les scissions qui ont miné leur dernière campagne cantonale n'ont pas pour autant disparu.

L'Union populaire a ainsi décidé de lancer sa tête de liste dans la course. «Nous avons notre place dans cette campagne, insiste le candidat. Nous défendons les intérêts de la majorité de la population, celle qui souffre des écarts avec les ultra-riches, celle

«Si je suis élu, je veux redonner à Genève sa place de plateforme humanitaire»

Rémy Pagani

qui ne peut pas payer d'impôt tellement elle gagne peu.» Mais pourquoi lui? N'y avait-il pas d'autres candidat·es, plus jeunes, qui auraient incarné une forme de renouveau de la gauche radicale? «Nous en avons cherché, en particulier des femmes, mais beaucoup ont renoncé parce qu'elles estimaient qu'elles n'avaient pas assez d'expérience», répond l'élu municipal. «Dans une élection complémentaire, la notoriété du candidat joue un grand rôle, ce n'est pas illogique que l'Union populaire ait choisi Rémy Pagani», analyse de son côté le député PLR Yvan Zweiffel.

Figure historique d'Ensemble à gauche, qui réunit Solidarités, le Parti du travail et le DAL (Défense des aînés et des locataires), Tobia Schnebli regrette de ne pas avoir été consulté. «Cela ne participe pas au processus de reconstruction de la gauche radicale», confie-t-il. Ensemble à gauche invite ses membres à «faire barrage à la droite»,

mais sans appeler à voter pour un candidat en particulier.

Si les frasques de Rémy Pagani agacent, son engagement et son sens du combat forcent le respect. Celles et ceux qui l'ont côtoyé le décrivent comme un «battant», un «fonceur» habité par de «fortes convictions», «prêt à tout» pour aller au bout de ses combats. Plusieurs le perçoivent davantage comme un «activiste» que comme un politicien, et doutent de la compatibilité de sa personnalité avec la fonction de conseiller d'Etat. «En Ville, il bénéficiait de la clémence d'une majorité de gauche à l'exécutif, ce ne serait pas le cas au canton», avance Daniel Sormanni, conseiller municipal MCG en Ville de Genève et député national.

Bon joueur, Rémy Pagani a d'ores et déjà annoncé que s'il arrivait derrière Nicolas Walder au premier tour, il se retirerait et appellerait à voter pour le candidat rose-vert. CGN